

Les Subsidés

Je demande donc au député de retirer sa motion.

LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CONCERNANT LA
NOUVELLE AMBASSADE AMÉRICAINE

Motion n° 21—**M. Turner (Ottawa—Carleton)**:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tout rapport présenté au ministre des Travaux publics au sujet des exigences exactes du département d'État américain en matière de sécurité et de toute enquête effectuée par le Canada au sujet des exigences en matière de sécurité liées à l'emplacement proposé de la nouvelle ambassade américaine à l'intérieur de Mile Circle à Ottawa (Ontario).

M. Ron Stewart (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, le ministre des Travaux publics n'a pas encore reçu de rapport sur les exigences exactes du département d'État américain ou des autorités canadiennes compétentes concernant les mesures de sécurité liées à l'emplacement proposé pour la nouvelle ambassade américaine, à l'intérieur de Mile Circle à Ottawa, en Ontario.

Je demande donc au député de retirer sa motion.

M. le Président: A la demande du député d'Ottawa—Carleton, les motions n° 20 et 21 sont reportées à l'ordre du jour, sous réserve des dispositions de l'article 73 du Règlement.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDÉS

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT— LA
STABILITÉ AGRICOLE—L'IMPACT DES NÉGOCIATIONS CANADO-
AMÉRICAINES SUR LE LIBRE-ÉCHANGE

M. Maurice Foster (Algoma) propose:

Que la Chambre exhorte le gouvernement à intervenir rapidement et fermement en faveur des agriculteurs canadiens afin d'alléger le fardeau de la dette qu'ils doivent supporter en présentant des mesures comme la révision des créances ordonnée par les tribunaux, un programme significatif de réduction des intérêts et un engagement accru envers la recherche, et qu'elle exhorte en outre le gouvernement à promettre fermement et dès maintenant aux agriculteurs canadiens qu'on ne leur nuira pas et qu'on ne sacrifiera pas leurs intérêts dans le cadre des négociations commerciales détaillées avec les États-Unis, et à réagir fermement aux difficultés que devrait provoquer le *Farm Bill* américain.

—Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole cet-après midi sur le *Farm Bill* américain. Je crois que jamais au cours des cinquante dernières années l'agriculture du Canada n'a connu de telles difficultés. Cette motion est évidemment destinée à attirer l'attention de la Chambre sur la gravité de la situation agricole au Canada et à de maints égards dans le monde entier. Nous voulons nous pencher sur l'absence de réponses satisfaisantes du gouvernement et sur la façon dont le gouvernement gère la question agricole. Je parlerai aussi des répercussions qu'a entraînées à mon avis la technique de relations publiques adoptées par le gouvernement face à cette grave conjoncture.

Les comités permanents de l'agriculture, le sous-comité sur les céréales et d'autres comités agricoles qui ont voyagé à travers le Canada ont enregistré de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement sur cette question. Les agriculteurs ont vu ce qu'ont touché les secteurs bancaires et autres au cours de

l'année écoulée, mais ils n'ont pas constaté la même initiative, le même engagement et les mêmes réactions envers la crise à laquelle ils sont confrontés. Je crois en substance qu'ils n'ont pas confiance dans le premier ministre (M. Mulroney) lui-même.

Il y a une quinzaine de jours, le premier ministre a annoncé à Ottawa des initiatives agricoles sur lesquelles je reviendrai plus longuement tout à l'heure. Il était allé à Vancouver rencontrer quelques représentants du secteur agricole, mais il ne s'est pas arrêté dans les Prairies pour discuter du détail de sa proposition. Je crois qu'il ne l'a pas fait parce qu'il savait qu'il s'agissait d'une démarche de relations publiques et que sa déclaration ne contenait pas grand-chose à l'époque.

Parlons tout d'abord de la gravité de la situation des agriculteurs. D'après les derniers chiffres de la Société du crédit agricole, 39,000 ou 40,000 agriculteurs ont de sérieux problèmes financiers, et 18,000 à 20,000 d'entre eux sont mêmes dans une situation grave. Ces chiffres se réfèrent à un total de quelque 170,000 agriculteurs produisant pour plus de 20,000 dollars par an. On voit dans le mémoire soumis par la SCA aux membres du comité permanent de l'agriculture que les arriérés de la Société ont augmenté dramatiquement depuis un an, ce qui montre que les agriculteurs ne peuvent tout simplement plus payer.

La semaine dernière, le comité agricole sur le prix du blé au Canada est allé en Saskatchewan et y a appris que le revenu agricole de la province déclinait chaque année depuis 1981. Le syndicat des éleveurs à grain de la Saskatchewan a révélé que les revenus agricoles nets étaient inférieurs en moyenne à \$5,500 par an dans cette province. La dette agricole en Saskatchewan est passée de 3 milliards de dollars en 1982 à 5 milliards cette année. Ce sont des chiffres accablants, effrayants et inquiétants. De toute évidence, le gouvernement doit faire quelque chose.

● (1540)

Nous sommes inquiets au sujet des chiffres indiquant que le revenu agricole net a baissé de 14 p. 100 en 1985 car nous avons constaté que la guerre des prix à l'échelle internationale pour les produits agricoles, notamment entre le Marché commun et les États-Unis s'est aggravée depuis quatre ou cinq mois. Nous avons vu toute cette question se raviver lorsque le Congrès américain a approuvé des crédits de 52 milliards de dollars destinés à subventionner et à aider les agriculteurs au cours des trois prochaines années. De fait, certains observateurs ont laissé entendre que ce chiffre pourrait atteindre les 60 ou 70 milliards de dollars des États-Unis ou 100 milliards de dollars canadiens, et servirait à soutenir les agriculteurs américains durant la guerre commerciale qui sévit à propos de certains produits tels que le blé, le maïs, la viande rouge et ainsi de suite, au cours des trois à cinq prochaines années. D'autre part, nos agriculteurs doivent s'engager dans une guerre commerciale sans le moindre appui du gouvernement, sans le moindre versement de carence comme il en est accordé aux agriculteurs américains.